

JUIN 1988

# NOTE C 9

(Collection N° 21)

# DE CONJONCTURE DE L'INSEE



30000138446

Note de conjoncture de l'INSEE.

Supplement a: tendances de la conj

No 000000 1988 06 00

INSEE-BIBC P FRA 1110St

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

# NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services Régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

JUIN 1988

## SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

(Rédaction achevée le 24 juin 1988)

### VUE D'ENSEMBLE

#### DES ÉVOLUTIONS TENDANCIELLES DIFFICILES À INFLECHIR

|  |    |
|--|----|
| I. Des parts de marché aux déficits .....                  | 10 |
| II. Du partage du revenu à l'épargne .....                 | 17 |
| III. De l'investissement aux capacités de production ..... | 21 |
| IV. Du financement .....                                   | 24 |

### FICHES THÉMATIQUES

|   |    |
|---|----|
| Prix des matières premières .....           | 28 |
| Coûts et prix de production .....           | 30 |
| Prix de détail .....                        | 32 |
| Revenu des ménages .....                    | 34 |
| Consommation des ménages .....              | 38 |
| Production .....                            | 40 |
| Stocks .....                                | 42 |
| Investissement productif .....              | 43 |
| Productivité du travail .....               | 44 |
| Emploi .....                                | 46 |
| Chômage .....                               | 47 |
| Exportations de produits manufacturés ..... | 48 |
| Importations de produits manufacturés ..... | 50 |
| Solde extérieur .....                       | 52 |
| Taux d'intérêt .....                        | 54 |
| Actifs financiers .....                     | 55 |
| Annexe : Révisions des prévisions .....     | 56 |

### PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 30 du cahier 1 (bleu) : fin septembre 1988
- N° 25 du cahier 2 (vert) : début août 1988

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (Chef du département : M. Pierre SOUBIE) / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (Chef de section "TENDANCES" : M. Lucien CHAUVET) / Informations générales ci-contre, bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

## **Avertissement**

*Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestres de l'année 1988 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au premier trimestre sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.*

---

Le service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

---

## VUE D'ENSEMBLE

Cette note de conjoncture se présente sous une forme légèrement différente de sa forme habituelle : après la vue d'ensemble se trouvent divers éléments visant à montrer comment la conjoncture actuelle s'inscrit dans une évolution plus structurelle, suivis de fiches thématiques rassemblant des informations détaillées.

Ce souci de replacer l'analyse conjoncturelle dans une perspective plus longue et de procéder aussi systématiquement que possible à des comparaisons avec l'étranger a deux raisons principales :

- d'une part, comme l'économie mondiale, l'économie française se trouve sans doute aujourd'hui dans une phase transitoire : la flambée d'activité qui s'est opérée récemment devrait faire place à une phase de ralentissement ; mais l'amélioration des conditions fondamentales de la croissance, facilitée par la baisse durable du prix du pétrole, permettrait à terme une croissance plus régulière et un peu plus forte qu'au début des années 1980.

- d'autre part, le contre-choc pétrolier et la dévaluation du dollar ont eu des effets simultanés sur l'ensemble des pays industrialisés : la situation de la France se comprend donc mieux lorsqu'elle est comparée à celle de ses principaux partenaires.

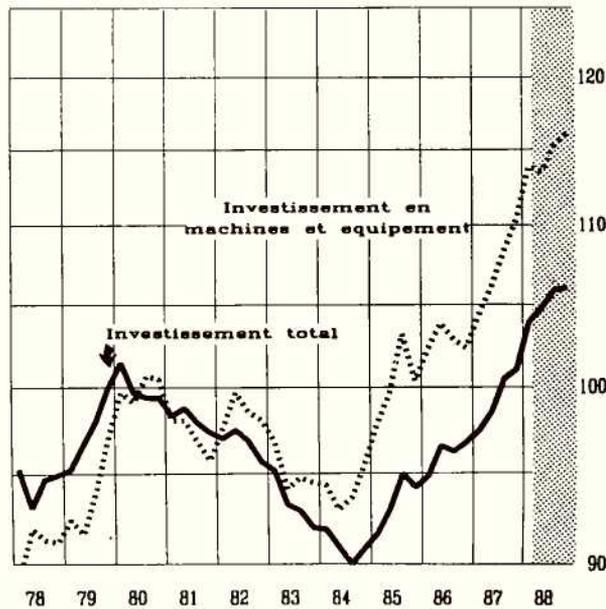
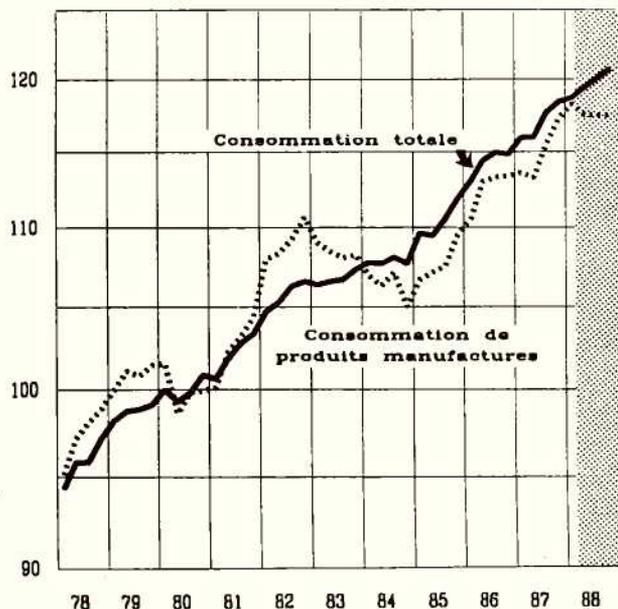
1. En 1988, la demande intérieure française  
croîtrait à un rythme ralenti

Après avoir crû de 1,9 % au cours de 1987, le pouvoir d'achat des ménages progresserait cette année de 0,8 %. Bien que ralentissant ainsi d'environ un point, il présenterait, compte tenu des acquis, une accélération en moyenne annuelle (2,1 % en 1988, après 1,0 % en 1987) 1/. Le pouvoir d'achat des salaires bruts du secteur privé augmenterait à un rythme un peu plus élevé qu'en 1987 (1,1 % après 0,8 %), mais les mesures de rattrapage dont ont bénéficié les fonctionnaires fin 1987 avaient ponctuellement accru le pouvoir d'achat de leurs salaires, conduisant à un recul au premier semestre 1988 ; aussi, malgré une évolution légèrement favorable de l'emploi tout au long de l'année, le pouvoir d'achat de l'ensemble des salaires bruts ralentirait d'environ 1 point au cours de 1988. Progressant moins vite qu'en 1987, les impôts ne contribueraient pas au ralentissement du pouvoir d'achat ; mais ils expliqueraient que le ralentissement soit plus marqué au second semestre, le paiement du solde de l'impôt sur le revenu en fin d'année étant particulièrement important.

Cette évolution du pouvoir d'achat devrait peser sur la consommation des ménages, et plus particulièrement sur celle de biens durables. D'autres facteurs, comme l'arrêt de la désinflation et la reprise de l'investissement immobilier, pourraient aussi jouer en faveur d'une baisse du taux d'épargne moins importante en 1988 qu'auparavant. Au total, après avoir crû de 3,1 % en 1987, la consommation des ménages pourrait ne progresser cette année que de 1,8 %.

En moyenne annuelle et aux prix de l'année précédente, l'investissement productif croîtrait de 7 % en 1988, ce qui correspond à une accélération par rapport à l'évolution de 1987 (5,4 %). Contrairement à l'année précédente, grâce à l'effort toujours soutenu de l'industrie automobile et à l'accélération de celui de la plupart des autres grands secteurs, l'investissement productif progresserait dans l'industrie un peu plus vite que dans les commerces-services (environ 9 à 10 %) ; l'investissement des grandes entreprises nationales cesserait pour sa part de régresser.

La consommation et l'investissement en France  
Volumes - Indices base 100 en 1980



1/ La croissance de la plupart des agrégats ayant été particulièrement forte au cours de l'automne et de l'hiver derniers, les évolutions de 1988 seront en général plus élevées en moyenne annuelle qu'en glissement. Dans cette vue d'ensemble, sauf mention du contraire, les évolutions seront données en glissement, même pour les données internationales ; les tableaux permettent de com-  
4

parer les évolutions en glissement et en moyenne. Pour certains agrégats (production, commerce extérieur notamment), il est de plus difficile de faire la part, dans la croissance observée, de ce qui provient de la tendance sous-jacente et de ce qui est dû aux conditions climatiques, plus clémentes que d'habitude, ou au fait que l'année est bissextile.

Après avoir contribué en moyenne pour plus d'un demi point à la croissance en 1987, les stocks ne devraient plus la soutenir cette année, tout au moins pour l'ensemble des biens et services. Pour les seuls produits manufacturés, la contribution des stocks serait positive, mais réduite de moitié par rapport à celle de 1987.

Au total, au cours de l'année 1988, la demande intérieure française ralentirait de 1 point, son rythme de croissance passant de 4 % en 1987 à 3 % en 1988.

### 2. La demande des pays industrialisés devrait également ralentir

Un ralentissement analogue s'observerait dans les autres pays de l'OCDE : la consommation totale augmenterait de 2 %, tandis que l'investissement croîtrait de 6,3 % en moyenne ; ainsi, après avoir dépassé 4 % en 1987, la croissance de la demande intérieure de nos principaux partenaires de l'OCDE serait en 1988 proche de 2,5 %.

Les importations de produits manufacturés des pays de l'OCDE augmenteraient de 4,5 %, après 11 % en 1987. Leur ralentissement serait donc plus marqué que celui de la demande de cette zone, en raison d'une moindre contribution des stocks. Habituel dans les phases d'inflexion de la demande, ce phénomène a pu être accentué cette année par un comportement spéculatif des importateurs, qui auraient accru leurs achats au quatrième trimestre 1987 pour profiter du bas niveau du dollar.

La demande de la zone hors OCDE devrait au contraire s'accélérer en 1988 : en effet en raison de la stabilisation du prix du pétrole, les importations des pays de l'OPEP ont arrêté de baisser depuis la mi 1987. De plus, bien qu'elle ait surtout touché des produits exportés par les pays industrialisés, la remontée du cours des matières premières accélérera la demande des pays en voie de développement.

Toutefois, l'amélioration de la demande des pays hors OCDE n'empêchera pas le ralentissement de la demande mondiale adressée à la France ; pour les seuls produits manufacturés, elle n'augmenterait que de 3 % en glissement en 1988, après plus de 10 % en 1987 (en moyenne, 6,9 % après 6,8 % en 1987).

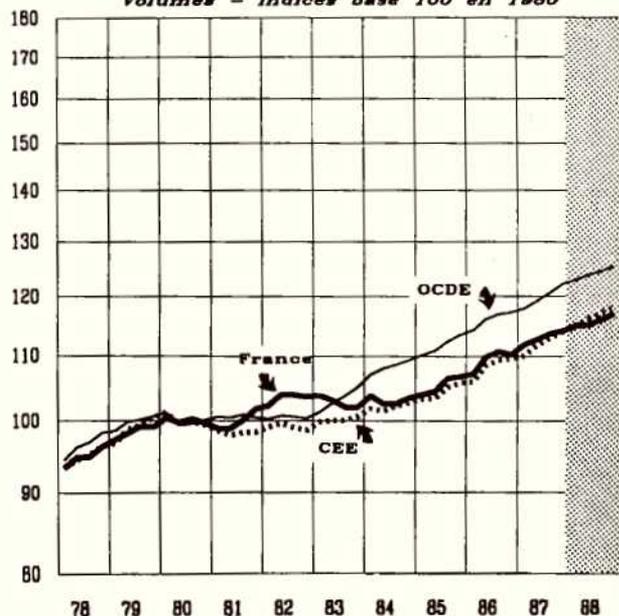
### 3. Le déficit du commerce extérieur se stabiliserait

Suivant les inflexions de la demande mondiale comme elles l'on fait depuis maintenant un an, les exportations françaises de produits manufacturés ralentiraient en 1988 : elles semblent l'avoir fait fortement en début d'année 1988, et ne devraient plus augmenter que de 0,5 % au second semestre : leur croissance en volume, de 6,7 % en 1987, ne serait que de 2,3 % en 1988 (en moyenne, 5,9 % après 1,7 % en 1987).

Ainsi, les parts de marché, stabilisées depuis la mi-1987, se dégraderaient légèrement à partir du printemps 1988 (0,8 % sur l'année).

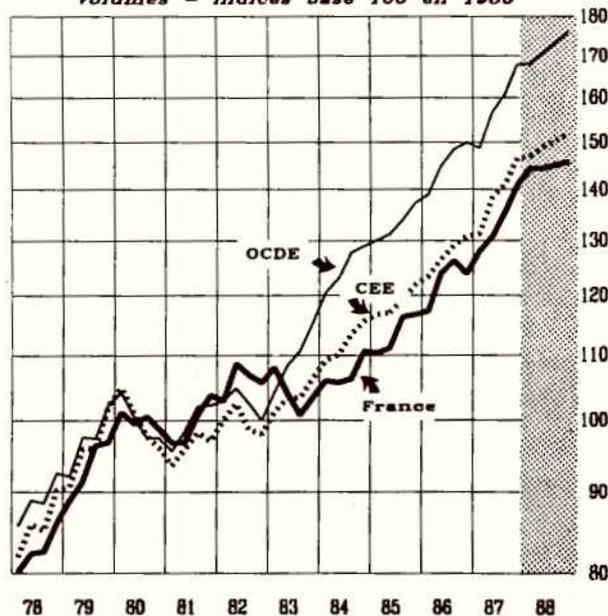
La demande intérieure totale

Volumes - Indices base 100 en 1980



Les importations de produits manufacturés

Volumes - Indices base 100 en 1980



Les importations françaises de produits manufacturés dont la progression en volume avait été de 13,8 % en 1987, ralentiraient aussi en début d'année 1988 : en progression de 2,5 % seulement au premier semestre elles devraient, comme les exportations, progresser faiblement au second (0,9 %). Leur croissance sur 1988 ne serait plus que de 3,4 % (en moyenne, 8,3 % après 8,9 % en 1987).

L'évolution des stocks, dont le contenu en importations est en général élevé, explique en grande partie le fort ralentissement de nos achats à l'étranger. En effet les commerçants jugent actuellement leurs stocks plutôt excessifs et les producteurs, s'ils estiment actuellement insuffisants leurs stocks de produits finis, jugent néanmoins suffisants leur stocks de produits intermédiaires. Aussi les commerçants pourraient arrêter de stocker, voire déstocker des produits importés, tandis que les producteurs puiseraient dans leurs stocks de biens intermédiaires.

La part des produits étrangers dans la demande française, passée de 23,7 % fin 1985 à 26,3 % fin 1987, serait de 26,4 % fin 1988. Son augmentation, de 2,6 % sur 1986 et de 8,2 % sur 1987, ne serait que de 0,5 % sur 1988.

La dégradation du solde manufacturier amorcée en 1986 par la stagnation des exportations, au moment où s'accéléraient les importations, s'est prolongée au second semestre 1987 malgré la remontée de nos ventes à l'étranger ; elle devrait prendre fin au printemps 1988 lorsque, à l'issue d'un fort ralentissement des échanges, importations et exportations augmenteront au même rythme.

Le solde manufacturier CAF-FAB se stabiliserait alors autour d'un déficit de 2 à 3 Mds de F par mois, alors qu'il était excédentaire de près de 9 Mds de F par mois à son point haut de la mi-1985.

Sur l'ensemble de l'année 1988, le déficit manufacturier serait ainsi de 32 Mds de F, en dégradation de 24 Mds de F par rapport à celui de 1987. La chute de près de 15 % en moyenne du prix du pétrole et la légère baisse des quantités importées liée à la clémence de l'hiver devraient permettre un allègement de 13 Mds de F de la facture énergétique. Compte tenu de la performance de nos exportations agro-alimentaires, le

déficit FAB-FAB douanier des marchandises serait stabilisé en 1988. Il s'établirait autour de 33 Mds de F en 1988 après 31,5 Mds de F en 1987 et 0,6 Md de F en 1986.

#### *4. La production ralentit au second semestre*

La demande adressée à la France, qu'elle soit d'origine intérieure ou étrangère, ralentirait donc au second semestre.

Aussi le PIB marchand progresserait de 1,2 % au premier semestre et seulement de 0,8 % au second, ce qui sur l'année (2,0 %) donnerait un ralentissement de près d'un point par rapport à 1987. Toutefois du fait des acquis (2,5 % au premier trimestre 1988), en moyenne le PIB marchand progresserait plus vite (2,8 %) qu'en 1987 (2,3 %). Le PIB de l'OCDE ralentirait lui aussi d'environ 1 point en glissement, sa croissance passant de 3,7 % en 1987 à 2,5 % en 1988. En moyenne il serait de l'ordre de 3 % et, comme en France, légèrement plus soutenu en 1988 qu'en 1987.

Ce ralentissement en cours d'année affecterait de manière inégale les différentes branches. Les conditions climatiques ont été telles que la production énergétique serait particulièrement touchée : après avoir crû de près de 8 % en 1987, elle stagnerait en 1988. En liaison avec l'évolution de la consommation, l'activité du commerce décélérerait d'environ deux points. Dans les autres branches, le ralentissement ne serait que de quelques dixièmes de point : la production manufacturière progresserait encore de 3,1 % en 1988, après 3,4 % en 1987 ; les services (4,4 %) et le BTP (3,7 %) garderaient un rôle moteur de la croissance.

#### *5. L'emploi connaîtrait une situation meilleure que les années précédentes*

Demeuré stable en 1987 en partie grâce à la contribution de 25.000 nouveaux TUC et SIVP, l'emploi total progresserait légèrement en 1988 (+ 0,2 %, soit + 40.000), sans que les TUC et SIVP, qui se sont stabilisés, contribuent à cette croissance. Cette amélioration serait surtout sensible dans l'industrie manufacturière où, malgré des gains de productivité encore importants, la baisse des effectifs salariés passerait de 2,5 % en 1987 à 1,3 % en 1988. Compte tenu d'une crois-

sance des effectifs dans le bâtiment et le tertiaire marchand analogue à celle de l'année précédente (environ 1,2 %), le nombre de salariés des secteurs marchands non agricoles progresserait cette année de 0,4 %.

Les mesures en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée expliquent la baisse du nombre de demandeurs d'emploi à partir du deuxième trimestre 1987. Cette situation favorable serait temporaire : même corrigé des variations saisonnières, le nombre de personnes participant à une action de formation paraît avoir atteint fin avril son maximum et devrait diminuer jusqu'à l'automne. Cela entraînerait une remontée du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui passerait de 2,539 millions fin avril à environ 2,650 - 2,700 millions fin septembre. Selon les actions entreprises en faveur de l'emploi, la progression du chômage pourrait ensuite s'atténuer, voire cesser momentanément.

#### 6. La montée des tensions sur les capacités...

L'accélération de la demande observée en 1987 dans l'ensemble des pays industrialisés a entraîné la résurgence de

tensions sur les capacités de production dans le monde entier. En France en particulier, les marges de capacité se sont réduites de 3 points sur la seule année 1987 ; au printemps 1988 elles sont de l'ordre de 10 % dans l'industrie (18 % pour les marges avec embauche), et de 3 % seulement dans l'automobile.

Aux Etats-Unis, les taux d'utilisation des capacités ont gagné plus de 2 points en un an et approchent les records atteints fin 1979 ; mais seuls certains secteurs semblent vraiment contraints (textile, pâte à papier, chimie et sidérurgie).

Au Japon, les taux d'utilisation progressent fortement depuis mi 1987, surtout dans les biens intermédiaires et le secteur des machines et de l'équipement.

En Europe, les tensions sont fortes dans tous les secteurs. C'est au Royaume-Uni que leur aggravation a été la plus importante depuis le début de 1987 (7 points en un an). En RFA, la montée des tensions est plus lente (à peine 1 point de plus en un an) mais en avril, avec 84,9 % dans l'industrie, on approche des niveaux jugés critiques.

| Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980 |                         |       |      |       |      |       |                     |      |      |                    |      |      |
|---|-------------------------|-------|------|-------|------|-------|---------------------|------|------|--------------------|------|------|
| Taux de croissance en %   |                         |       |      |       |      |       |                     |      |      |                    |      |      |
|   | Glissements semestriels |       |      |       |      |       | Glissements annuels |      |      | Moyennes annuelles |      |      |
|   | 86.I                    | 86.II | 87.I | 87.II | 88.I | 88.II | 1986                | 1987 | 1988 | 1986               | 1987 | 1988 |
| PIB   | 1,4                     | 0,6   | 1,2  | 1,6   | 1,2  | 0,8   | 2,0                 | 2,9  | 2,1  | 2,2                | 2,3  | 2,8  |
| Importations  | 6,9                     | -2,9  | 5,4  | 4,8   | 2,6  | 1,8   | 4,0                 | 10,1 | 4,4  | 7,3                | 6,4  | 5,8  |
| Total des ressources  | 2,6                     | -0,2  | 2,1  | 2,3   | 1,5  | 1,1   | 2,4                 | 4,5  | 2,6  | 3,3                | 3,2  | 3,5  |
| Consommation des ménages  | 2,3                     | 0,4   | 1,0  | 2,1   | 0,8  | 1,0   | 2,6                 | 3,1  | 1,8  | 3,5                | 2,4  | 2,3  |
| FBCF totale   | 2,5                     | 0,3   | 1,8  | 2,5   | 3,7  | 1,2   | 2,8                 | 4,4  | 4,9  | 2,9                | 3,4  | 5,8  |
| dont : SQS-EI   | 3,5                     | -0,2  | 2,8  | 3,7   | 3,5  | 1,4   | 3,3                 | 6,5  | 4,9  | 3,3                | 4,2  | 6,8  |
| ménages   | -0,2                    | -0,4  | -0,1 | 0,3   | 4,3  | 0,6   | -0,6                | 0,2  | 4,9  | -1,0               | 0,9  | 3,9  |
| Exportations  | -0,4                    | -1,4  | 0,4  | 5,7   | 1,2  | -0,1  | -1,8                | 6,1  | 1,1  | -0,7               | 1,7  | 5,0  |
| Variations de stocks en Mds de F80  | 3,5                     | 14,3  | 21,5 | 16,4  | 15,7 | 22,8  | -                   | -    | -    | 17,8               | 37,9 | 38,6 |
| Demande intérieure totale   | 3,4                     | 0,1   | 2,6  | 1,5   | 1,6  | 1,4   | 3,5                 | 4,0  | 3,0  | 4,4                | 3,6  | 3,1  |

Les tensions sur les marchés des matières premières ont engendré d'importantes hausses de prix (25 % sur deux ans), qui se répercutent déjà sur les prix des biens intermédiaires et devraient s'étendre aux autres secteurs. Compte tenu de la forte utilisation des capacités de production dans l'industrie, ce mouvement des prix pourrait s'amplifier si la croissance de la demande mondiale ne s'accompagnait d'une croissance analogue de l'appareil productif. En ce qui concerne le prix du pétrole, il ne devrait pas se tendre du fait de stocks pléthoriques dans les pays consommateurs : en moyenne annuelle le prix international du baril de pétrole brut serait de l'ordre de 16,5 \$ en 1988 après 18,5 \$ en 1987.

#### 7... devrait se stabiliser...

En France l'ajustement de l'offre et de la demande devrait s'effectuer sans tensions supplémentaires grâce au ralentissement de la consommation des ménages à partir du printemps ; un mouvement analogue aurait lieu à l'étranger.

La croissance de l'investissement prévu pour 1988 devrait par ailleurs favoriser cet ajustement. En France en particulier, après environ 1 % en 1987, 2 % de capacités nouvelles seraient disponibles dans l'industrie manufacturière en 1988, ordre de grandeur comparable à celui de la croissance de la demande adressée à la France. Cet accroissement

de capacité est favorisé par la bonne situation financière des entreprises : le partage du revenu continue d'évoluer en leur faveur en 1988, même si cette évolution se ralentit.

#### 8... ce qui limiterait la croissance des prix

Grâce à une évolution modérée des salaires et à un pincement des marges du commerce, la hausse des prix des biens intermédiaires observée depuis plusieurs mois ne devrait conduire qu'à une faible accélération des prix de détail ; dans l'hypothèse d'une stabilisation des prix du pétrole et en l'absence de mesures spécifiques, leur progression serait au second semestre analogue à celle du premier (1,6 %) ; ils augmenteraient ainsi de 3,2 % entre décembre 1987 et décembre 1988 (3,4 % hors énergie). Cette progression serait un peu plus forte qu'en 1987 (3,1 % et 3,3 % respectivement), année qui avait à la fois subi l'impact de la libération des prix des services et bénéficié d'une baisse de certains taux de TVA. En moyenne annuelle, la hausse pourrait être d'environ 2,7 %.

Les facteurs de hausse jouant de la même manière à l'étranger, le mouvement des prix devrait y être comparable, permettant de consolider l'arrêt de la dégradation de notre compétitivité.

|                                    | Taux de croissance en % |       |      |       |      |       |                     |      |      |                    |      |      |
|------------------------------------|-------------------------|-------|------|-------|------|-------|---------------------|------|------|--------------------|------|------|
|                                    | Glissements semestriels |       |      |       |      |       | Glissements annuels |      |      | Moyennes annuelles |      |      |
|                                    | 86.I                    | 86.II | 87.I | 87.II | 88.I | 88.II | 1986                | 1987 | 1988 | 1986               | 1987 | 1988 |
| Production distribuée              | 1,8                     | -0,5  | 1,8  | 1,6   | 2,3  | 0,8   | 1,3                 | 3,4  | 3,1  | 0,9                | 2,2  | 4,3  |
| Importations                       | 6,1                     | -0,1  | 5,6  | 7,8   | 2,5  | 0,9   | 6,1                 | 13,8 | 3,4  | 8,1                | 8,9  | 8,3  |
| Total des ressources               | 2,8                     | -0,2  | 2,4  | 3,1   | 2,1  | 0,8   | 2,5                 | 5,5  | 2,9  | 2,7                | 3,7  | 5,0  |
| Emplois intermédiaires             | 1,9                     | -0,0  | 2,1  | 2,0   | 2,4  | 1,2   | 1,9                 | 4,1  | 3,6  | 1,7                | 3,0  | 4,6  |
| Consommation des ménages           | 3,2                     | 0,4   | -0,1 | 3,6   | 0,2  | 0,0   | 3,5                 | 3,5  | 0,2  | 4,5                | 2,1  | 2,4  |
| FBCF totale                        | 3,4                     | -1,4  | 3,7  | 4,0   | 2,9  | 2,3   | 2,0                 | 7,7  | 5,1  | 2,6                | 4,3  | 6,8  |
| dont : SQS-EI                      | 3,5                     | -1,9  | 3,8  | 4,2   | 2,9  | 2,2   | 1,6                 | 7,9  | 5,0  | 2,2                | 4,2  | 7,0  |
| Exportations                       | 1,4                     | -2,0  | -0,1 | 6,8   | 1,8  | 0,5   | -0,5                | 6,7  | 2,3  | -0,5               | 1,7  | 5,9  |
| Variations de stocks en Mds de F80 | -0,5                    | 5,3   | 11,0 | 11,7  | 18,0 | 15,5  | -                   | -    | -    | 4,8                | 22,7 | 33,5 |